

**Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie  
relative à la création d'une zone d'équilibrage Nord unique  
pour les gaz H et B sur le réseau de GRTgaz<sup>1</sup>**

**Question 1** : Etes-vous favorable aux principes proposés ci-dessus pour la création d'une zone d'équilibrage Nord unique ?

Bien qu'étant favorable à la création d'une zone d'équilibrage Nord unique, l'AFG souhaite toutefois appeler l'attention de la CRE sur les risques potentiels pouvant découler de la mutualisation intégrale des prestations de conversion de H vers B dans le tarif de GRTgaz au regard du droit de la concurrence. En effet, la mutualisation aura pour conséquence d'abaisser artificiellement les charges des uns tandis qu'elle alourdit dans le même temps celles des autres. Ce mécanisme présente quelques similitudes avec les subventions croisées. S'il est généralement admis que la puissance publique mutualise dans certains cas les coûts de mise en œuvre des biens ou services « publics » dans le cadre de la solidarité nationale pour réduire les disparités entre les régions riches et pauvres par exemple, le cas qui nous concerne ne relève cependant pas de cette considération, bien au contraire.

**Question 2** : Etes-vous favorable aux mesures proposées pour s'assurer que les infrastructures de gaz B sont utilisées par les expéditeurs pour l'équilibrage physique du gaz B ?

Dès lors que le réseau B est physiquement distinct, il est important que les expéditeurs utilisent les infrastructures du réseau de gaz B pour alimenter les clients de ce réseau de façon optimale. En particulier, la pénalité prévue doit inciter les expéditeurs à éviter tout déséquilibre, aux tolérances près, entre la quantité de gaz émise sur le réseau par rapport à la consommation totale de ses clients, qu'il soit dans un sens ou dans l'autre.

**Question 3** : Etes-vous favorable à la sélection du ou des prestataire(s) d'échange par l'organisation d'une procédure de mise en concurrence dans le calendrier proposé ?

Le choix du ou des prestataire(s) par la procédure de mise en concurrence semble être en effet la meilleure solution. Au cas où il n'existe pas suffisamment de shippers ayant du gaz B pouvant alimenter la zone B en France pour organiser cette mise en concurrence, il conviendrait que la CRE mette en œuvre d'autres procédures plus appropriées.

**Question 4** : Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

RAS

---

<sup>1</sup> EDF, membre de l'AFG, ne s'associe pas à la présente réponse.